

## LES RETRAITÉS DE LAGHOUAT SUR LA LIGNE DE FRONT

# Une plateforme de revendications pour la dignité et de meilleures conditions de vie

**Les retraités de Laghouat, très préoccupés de la dégradation de leur situation et du taux de 10% de la réévaluation décidée par les autorités, ont tenu un sit-in le jeudi 5 mai devant l'agence CNR de Laghouat pour exprimer calmement leur mécontentement et ont transmis la plateforme suivante à la FNTR et à l'UGTA. De plus, en aparté, ces retraités affirment qu'en cas de sourde oreille de la part des responsables syndicaux ou autres, ils comptent envoyer une délégation au siège de la FNTR-UGTA pour exprimer de vive voix leurs revendications et tiendront compte des échéances électorales syndicales et autres prochaines. Ils ont rendu publique une plateforme de revendications que nous reproduisons ci-dessous.**

« Suite au sit-in des travailleurs retraités de Laghouat devant la direction de l'agence CNR de la wilaya de Laghouat, le comité FNTR de la wilaya approuve et encourage les termes de leur plateforme de revendications légitimes relatives à la situation dégradée de leurs pensions.

1- considérant les augmentations légitimes de salaires et d'indemnités multiples allant de 40% à 80% obtenues par tous les travailleurs actifs de tous les secteurs ;

2- considérant que ces augmentations ont pour objectifs de corriger un tant soit peu les conséquences négatives de la hausse de la vie en général et des prix en particulier ;

3- considérant que nous, travailleurs retraités, ayant rempli notre devoir économique, politique et social à tous les niveaux durant plus de trente ans pour la plupart d'entre nous, nous sommes aussi des citoyens consommateurs abattus par les effets désastreux de la hausse des prix ;

4- considérant que nous sommes encore plus touchés socialement par ces retombées négatives et que notre situa-

tion se dégrade de plus en plus à tel point que nous formons aujourd'hui la sous-classe prolétarienne du pays ;

5- considérant les milliards accumulés dans le Fonds national de réserve des retraites (FNRR) et qui dorment en attente que nous ayons disparus l'un après l'autre ;

6- considérant que ce fonds est en partie le résultat de nos efforts, à l'instar des autres citoyens, durant les années de combat politique, économique et social ;

7- considérant que si l'existence même du SNMG pour les actifs est normale, il l'est encore plus pour nous travailleurs retraités qui avons donné toute notre vie au «travail» pour le pays.

## Utilisation du Fonds national de réserve des retraites pour réguler les pensions

A cause de tout ce minimum de considérants, nous, les travailleurs retraités de la wilaya de Laghouat, revendiquons les points de la plateforme suivante :

1- une réévaluation générale conséquente et légitime de nos pensions d'au moins 50% avec effet rétroactif depuis mai 2010, vu que ce pourcentage est loin de corriger nos besoins minimum dans cette

période d'inflation à tous les niveaux ;

2- un alignement du minimum retraite au SNMG national (15 000 DA) et son évolution en fonction des circonstances nationales. Ce minimum sera aussi appliqué à tous les retraités ayant moins de 15 ans d'activité ;

3- une réévaluation de la majoration pour conjoint à charge de 2 000 DA ;

4- l'inscription naturelle et permanente de nos revendications actuelles et futures au niveau de toutes les autres fédérations de travailleurs considérant que la FNTR est légitimement la fédération des fédérations. Tout actif actuel n'est qu'un futur retraité membre de la FNTR, si Dieu lui donne vie jusque-là ;

5- le respect de notre dignité de la part de nos cadets travailleurs actuels en particulier et de la nation en général, et le titre de très vénérables anciens travailleurs ayant droit à une fin de vie respectable et digne de l'Algérie et de son histoire ;

6- l'utilisation du FNRR pour réguler périodiquement nos pensions au diapason des augmentations des secteurs actifs, tout en sauvegardant les intérêts des futurs retraités ;

7- le droit aux allocations familiales et

au capital-décès pour les retraités ayant moins de quinze ans d'activité. Ces retraités, déjà sanctionnés dans leurs maigres pensions, le sont encore plus pour ces droits accordés aux autres retraités, et ce n'est pas par mauvaise volonté que ces vieux retraités refusaient de travailler encore plus ;

8- la continuité de la pension de réversion à la veuve remariée, au même titre que ce qui est appliqué à la réversion au veuf remarié, d'autant plus que la nouvelle situation de la veuve ne résout pas les problèmes des besoins de ses enfants orphelins ;

9- nous approuvons et encourageons toutes les initiatives et propositions de la commission exécutive fédérale de la FNTR, ainsi que celles des comités des autres wilayas allant dans le même sens que nos légitimes revendications. En conclusion, les travailleurs retraités de la wilaya de Laghouat et leur comité de wilaya jugent que cette plateforme est un minimum légitime et que la FNTR en particulier, et l'UGTA en général, auront, nous en sommes persuadés, le souci, le cœur et la raison pour les prendre en charge concrètement et en urgence.»

## POINT DE VUE

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a annoncé, le 1<sup>er</sup> mai, une revalorisation, au titre de 2011, d'un taux de 10%. En clamant à la télévision, en prenant le peuple à témoin, que les retraités ont eu leur part en bénéficiant de 60% de revalorisation depuis l'année 2000, donc sur une période de 12 ans, il me paraît utile de rappeler que cela donne une revalorisation moyenne annuelle de 5% calculée sur la pension initiale de sortie en retraite.

On peut, par petit calcul, faire ressortir que pour un retraité sorti avec une pension de 6 000 DA, la revalorisation est de 300 DA desquels sont opérées les retenues : la question est que reste-t-il des 300 DA ?

C'est vrai qu'en 2000 la sardine était à 30 DA, mais 400 DA en 2011, par pudeur, je n'ose pas parler de viande rouge ou blanche, elle est pour les vivants ! Que peut signifier une telle revalorisation par rapport à ceux qui ont obtenu des augmentations de 300 et 400%, d'autres entre 60 et 100%, etc. Nous ne pouvons que déplorer ces mesures qui ne font qu'appauvrir davantage les retraités de par un pouvoir d'achat qui gêne déjà celui qui travaille.

Une déclaration pareille démontre un grand mépris de l'administration et un manque de considération flagrant vis-à-vis de ces «mouta kaadine» (morts assis) à la limite de la mendicité, nous sommes convaincus que M. le président de la République est sensible aux situations précaires, et ne peut favoriser les travailleurs et léser les retraités en matière d'avantages divers (pensions, allocations familiales, abattements ou suppression de

l'IRG, œuvres sociales, etc.) sans exception ni discrimination ou encore restriction des droits pour certaines catégories selon des fourchettes arrêtées.

## «Messieurs de la FNTR, réveillez-vous !»

Pourtant, personne ne peut ignorer ou nier le mérite de cette frange d'Algériens, cela n'est pas à prouver ou à démontrer, pour avoir participé avec conviction à la construction du pays dans tous les domaines d'activité (administration, industrie, santé, agriculture, bâtiment et travaux publics, éducation, formation, hydrocarbures, etc.) depuis 1962, malgré les difficultés. Ces gens, avant d'être des retraités, ont travaillé dur pendant plus de 40 années pour emmener l'Algérie, de rien ou du moins ce que le colonialisme a laissé, au stade actuel où ceux qui détiennent les clés, aujourd'hui, l'ont trouvée. Oui, mépris il y a, sinon comment peut-on justifier la lenteur mise pour réunir le conseil d'administration, établir un procès-verbal et enfin élaborer et signer un arrêté ? Ces opérations font partie de la routine, c'est-à-dire devraient être automatiques. Mais encore, s'agissant de retraités, ils peuvent attendre trois ou quatre mois. Ils sont, ainsi, pénalisés gratuitement par la grâce de l'administration censée les régulariser à la date prévue par des dispositions réglementaires.

Je ne voudrai pas terminer avec l'administration sans signaler le rapport travailleurs en activité – retraités pour l'insuffisance en matière de cotisations et de charges patronales pour faire face à la demande compte tenu du nombre de retraités. Là, je ne comprends plus rien,

d'un côté on ouvre des centaines de milliers d'emplois qui sont censés être formels, donc assujettis aux différentes impositions, et de l'autre on signale l'insuffisance, que fait l'inspection du Travail ? Il lui appartient de visiter tous les chantiers et de faire son travail pour l'application réelle de la législation du travail dans tous ses volets. Par ailleurs, que font les membres de la FNTR et leur secrétariat ? Allant jusqu'à supplier Sidi-Saïd d'intervenir pour les retraités ! Messieurs, soyez à la hauteur de la confiance de ceux qui vous ont permis d'être là, réveillez-vous, M. Sidi-Saïd, lui, a les travailleurs, il s'en occupe, car ils peuvent lui créer des problèmes en paralysant tous les secteurs, ce qui n'est pas notre cas, nous sommes des marginaux vivant au détriment des travailleurs en activité.

## «Nous donner l'espoir pour des derniers jours meilleurs»

En effet, il n'y a pas que les revendications relatives aux revalorisations annuelles des pensions, majoration du conjoint à charge, IRG, etc., sans exclusion de catégories ou de fourchettes, mais également :

1- l'article 4 du décret 82.179 du 15 mai 1982 fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales qui stipule que «sont bénéficiaires des œuvres sociales de l'organisme employeur, les travailleurs et retraités ainsi que les familles qui sont à leur charge.

Les familles des travailleurs décédés continuent de bénéficier des mêmes avantages». Ce que les organismes employeurs ont toujours refusé à cause du dernier alinéa de cet article qui spécifie

qu'un arrêté conjoint du ministre du Travail et du secrétariat d'Etat aux Affaires sociales précisera, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article. Chose qui n'a jamais été faite, ce qui n'est pas normal s'agissant d'une disposition réglementaire ;

2- pourquoi l'obligation d'avoir un CCP est faite aux retraités, causant ainsi à la Poste des pressions continues, en plus du manque de liquidités qui perdure malgré les promesses maintes fois réitérées par les responsables concernés et sans effet ?

3- à chaque revalorisation, la CNR ne transmet pas de décision de notification de la nouvelle pension détaillée pour l'information des retraités ;

4- les titulaires de cartes Chifa, soit 10% ou 80% (malades chroniques et les autres), ne sont pas remboursés en matière de visite médicale, d'électrocardiogramme, échographie, etc. Il est attendu du médecin traitant privé qu'il ne signe qu'une seule feuille de maladie regroupant les deux actes et qui est remise au pharmacien en accompagnement de l'ordonnance. Donc, le malade n'a rien à présenter à la Cnas.

Enfin, Messieurs les membres de la FNTR, nous vous demandons d'être plus persuasifs : les retraités vivent un calvaire quotidien, la majorité vous dira «*eli mate riyah*» (celui qui est mort se repose).

C'est à vous de nous donner l'espoir pour des derniers jours meilleurs, c'est aussi à vous de convaincre les autorités concernées, insensibles moralement, de la réalité de la situation et bannir cette indifférence visible.

**Ammari Ali**  
retraité, El-Affroun

## Retraités, dites-vous ?